



**SEMER AUJOURD'HUI,
RÉCOLTER DEMAIN**

Association Morija Suisse

Route Industrielle 45 - Case postale 73
1897 Le Bouveret
Tél. +41(0)24 472 80 70 - info@morija.org
Banque Postfinance - Mingerstrasse 20 - 3030
Berne - IBAN : CH43 0900 0000 1901 0365 8

Association Morija France

BP 80027 - 74501 PPDC Évian-les-Bains
morija.france@morija.org
Compte Crédit Agricole :
IBAN : FR76 1810 6000 1996 7026 0567 691

Site internet : www.morija.org

Direction Publication : Benjamin Gasse.

Rédaction et photos : Morija

Réflexion p2 : René Progin.

Conception : Visuel Design.

Impression : Jordi AG

Médias sociaux :

facebook.com/morija.org
instagram/morija_ong_officiel

Journal gratuit

Abonnement de soutien : CHF 50.- / 50 €



Morija bénéficie de la certification ZEWCO depuis 2005, qui distingue les œuvres de bienfaisance dignes de confiance.

Parmi les différents modes de soutiens proposés, le virement bancaire est celui qui engendre le moins de frais.

Morija s'engage à ne pas communiquer les adresses de ses donateurs, abonnés ou membres, à des tiers quels qu'ils soient.

Morija affecte en moyenne 14% des dons reçus aux frais de fonctionnement de l'organisation, afin de permettre un suivi professionnel de ses projets et d'assurer la pérennité de ses programmes. Lorsque les dons reçus couvrent les besoins de l'appel exprimé, ils sont affectés aux besoins les plus urgents.

Nos programmes bénéficient du soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

éditorial

Benjamin Gasse, Directeur

La disparition récente de Jean Ziegler, le 10 juin 2026, a rappelé le combat d'une vie : celui d'un homme pour qui la faim demeurerait l'une des grandes injustices de notre temps. Sociologue, homme politique suisse, voix souvent dérangeante mais qui ne laissait jamais indifférent, Jean Ziegler fut également le premier Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, de 2000 à 2008.

En 2005, dans *L'Empire de la honte*, Jean Ziegler y dénonce le fait que « *la faim est [...] la principale cause de mort sur notre planète. Et cette faim est faite de main d'homme. Quiconque meurt de faim meurt assassiné* ». Par ces mots, il pointait la contradiction d'une époque où l'agriculture n'a jamais été aussi efficace et productive, tandis que des centaines de millions de personnes continuent de souffrir de la faim. Vingt ans plus tard, force est de constater que cette analyse demeure d'actualité. La faim n'est pas seulement le résultat d'un manque de nourriture ; elle est aussi, structurellement, le fruit d'injustices profondes : accès limité à la terre, à l'eau, aux outils, aux marchés, à la formation, ou encore aux moyens de transformer son propre travail en revenu digne.

L'action de Morija demeure motivée par ce constat. Si nos projets de nutrition et d'aide humanitaire s'attachent à traiter les symptômes et à soigner les victimes de la faim, nos projets de développement rural cherchent à ouvrir des chemins d'autonomie. Ils permettent aux familles de retrouver prise sur leur avenir, en valorisant leur travail, leurs savoir-faire et leur capacité à faire fructifier la terre et leurs initiatives.

Dans ce journal, vous découvrirez de nombreux témoignages, qui symboliquement parlent tous de changement et de transformation positive. Ce numéro estival, publié à l'heure des récoltes au champ ou au jardin, est encourageant, car il témoigne de projets fructueux, porteurs d'autonomie. Dans les champs du Burkina Faso, dans les jardins de case du Togo, auprès des groupes d'épargne communautaire au Tchad ou dans les projets d'alphabétisation et d'entrepreneuriat au Bénin, nous voyons des hommes et des femmes qui, par un accès facilité aux outils de travail, à la formation, à la terre, ont désormais les moyens de construire leur avenir.

J'ai été particulièrement interpellé par les mots de Michel Bazié, qui a retrouvé confiance en voyant une terre jugée stérile produire à nouveau : « *Le plus grand changement n'a pas été seulement dans mes champs. Il a aussi été dans ma tête.* » Avec justesse, Michel rappelle que certains principes, certaines habitudes ou idées préconçues sont parfois profondément installés dans les esprits et peuvent freiner le changement. Notre rôle consiste alors à être un catalyseur : créer les conditions favorables au changement et permettre à chacun de retrouver confiance dans ses capacités.

Je suis convaincu que ces histoires de changement vous encourageront à poursuivre votre engagement à nos côtés. Merci pour votre soutien et votre fidélité, qui rendent possible cet accompagnement dans la durée.

RÉFLEXION

Dès la création, Dieu appelle l'être humain à « cultiver et garder » la terre (Genèse 2.15). Cette vocation demeure aujourd'hui. Le travail de la terre fait partie du projet originel de Dieu pour l'humanité. Cette responsabilité implique à la fois le soin de la création et l'attention portée à ceux qui en vivent.

Lorsque des familles agricoles retrouvent les moyens de produire durablement, de préserver leurs sols et de nourrir leur communauté, elles participent à cette mission originelle. Pour Morija, le développement rural s'inscrit dans une restauration d'une relation juste entre l'homme et la terre, mais aussi entre l'homme et le fruit de son travail.

La Bible met aussi en lumière une réalité douloureuse : « *Il y a beaucoup à manger dans le champ défriché par le pauvre, mais c'est l'injustice qui le prive de tout* » (Proverbes 13.23). Ce ne sont pas tant la terre ni le travail qui manquent, mais souvent les moyens de transformer ce potentiel : l'eau, les outils, la formation ou l'accès aux marchés. La pauvreté est ainsi liée à des déséquilibres qui empêchent les plus vulnérables de bénéficier du fruit de leur travail. Lutter contre la pauvreté revient aussi à rendre justice à ceux qui cultivent avec courage, non pour assister, mais pour permettre à chacun de déployer les ressources reçues avec dignité.



“ Je m'appelle Michel Bazié. Je vis dans le village de Kontigué, au Burkina Faso. Je suis marié et père de deux enfants. Après mes études universitaires, j'ai choisi de revenir au village pour cultiver la terre. Je suis agriculteur, mais aussi éleveur, maçon et commerçant. À ma manière, j'essaie de contribuer au développement de ma communauté.

J'ai toujours aimé l'agriculture. Pourtant, pendant longtemps, je travaillais beaucoup sans obtenir les résultats espérés. Nos terres sont de plus en plus pauvres, les pluies sont irrégulières et je pensais, comme beaucoup ici, qu'il était impossible d'avoir de bonnes récoltes sans engrais chimiques.

Il y avait même une parcelle que tout le village évitait. Rien n'y poussait. On disait que c'était un lieu habité par les génies. Personne n'imaginait pouvoir y cultiver quoi que ce soit.

C'est un ami qui m'a parlé des formations proposées par Morija sur les Champs Familiaux Bocagers. J'y

suis allé par curiosité. J'ai découvert une autre manière de travailler la terre : fabriquer du compost, planter des arbres, mieux retenir l'eau de pluie, associer cultures et élevage. Après les explications de Pierre Bafiogo, le chargé de projet Développement rural de Morija, j'étais impatient d'essayer cette méthode sur mon champ. **J'avais l'espoir qu'elle puisse vraiment changer quelque chose.**

FORMATION MORIJA : DES RÉSULTATS RAPIDES

Dès la première saison, j'ai voulu mettre ces conseils en pratique. Sur cette fameuse parcelle que tout le monde jugeait perdue, j'ai appliqué les techniques apprises. **À la récolte, j'ai obtenu près de 300 kilos de maïs sur un quart d'hectare.** Pour moi, c'était une immense victoire ! Tout le village était étonné : beaucoup sont venus voir de leurs propres yeux que cette terre pouvait à nouveau produire.

Le plus grand changement n'a pas été seulement dans mes champs. Il a aussi été dans ma tête. Je croyais qu'il était impossible d'obtenir une bonne récolte sans engrais chimiques. Aujourd'hui, je sais que d'autres pratiques sont possibles.

NOUVELLES PERSPECTIVES

Cette année, ma famille a suffisamment à manger jusqu'à la prochaine récolte. C'est un soulagement. Grâce au projet, ma femme s'est aussi lancée dans le jardinage. Cela lui permet de couvrir certains besoins de la famille. **J'ai même eu la joie de devenir animateur aux côtés de Morija, et je peux à mon tour encourager d'autres familles à essayer ces méthodes.**

Si j'ai un souhait, c'est que cette méthode puisse se répandre dans toute la commune. Beaucoup de familles travaillent dur sans parvenir à vivre de leurs récoltes. Moi, j'ai découvert qu'il était possible de faire autrement. J'aimerais que d'autres retrouvent, eux aussi, cette confiance en l'avenir. ■



TÉMOIGNAGES CROISÉS : S'UNIR POUR ALLER PLUS LOIN

Dans la zone de Bessada, au Tchad, les groupes d'épargne communautaire font désormais partie du quotidien. Deux femmes témoignent de ce que cette dynamique a changé pour elles, un à deux ans après que leur groupe a poursuivi son chemin sans l'accompagnement direct des équipes de Morija.

Eulalie Robyei vit avec son mari et ses cinq enfants. Aînée d'une grande fratrie, elle a quitté l'école en classe de troisième après la mort de son père. « *Il fallait aider ma mère* », dit-elle simplement. Comme beaucoup ici, sa famille dépend de l'agriculture, mais les récoltes ne suffisent plus. « *Avec le climat, on ne sait plus sur quoi compter* ».

Quand le groupe a commencé dans son quartier, elle hésite peu. Une première caisse commune se forme, puis une seconde, plus proche de chez elle : le groupe **Mouhana Haziz** (« s'unir pour aller loin »). Les réunions sont hebdomadaires, avec des petites cotisations mises en commun et des prêts internes pour faire face aux urgences.

Ce que Eulalie retient surtout, ce sont les formations pratiques. Elle commence à transformer des produits locaux : savon, huile, bouillies enrichies. « *Avant, j'achetais tout. Maintenant, je produis une partie moi-même* ». Dans sa maison, cela change beaucoup de choses. L'huile sert à la cuisine, au commerce, mais aussi à l'usage quotidien. « *On ne dépend plus totalement du marché pour tout* ». Les dépenses ont diminué, surtout dans une année où les récoltes ont été mauvaises.

À quelques villages de là, Rosalie Roimta raconte un parcours différent, mais des défis similaires. Mariée et mère de quatre enfants, elle a quitté l'école tôt, faute de moyens. Elle aussi vit du petit commerce et de l'agriculture, dans un contexte où « l'argent circule difficilement ».

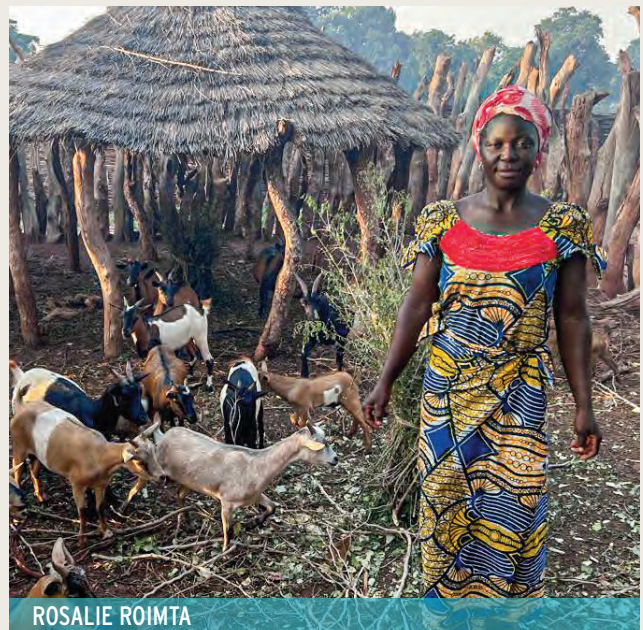
Elle rejoint un groupe nommé **Yankimadje** (« quelque chose de bien ») après une réunion dans son village. Là aussi, l'épargne collective devient un point d'appui. Mais Rosalie parle surtout d'un apprentissage précis : l'élevage des petits animaux. « *Avant, mes chèvres erraient. Je ne faisais pas attention* ». Après la formation, elle construit un enclos, organise l'alimentation, surveille mieux ses animaux. Aujourd'hui, ils se reproduisent davantage et deviennent une source régulière de revenus et de nourriture. Une partie des récoltes et des ventes sert à payer la scolarité des enfants. Une autre permet d'acheter des condiments, de soutenir la famille pendant la soudure.

Les deux femmes évoquent aussi les prêts internes du groupe. Même si le but premier est le soutien d'activités génératrices de revenus, une petite somme peut exceptionnellement être empruntée pour une urgence, un soin, une rentrée scolaire, puis remboursée progressivement.

Eulalie résume ce que ces groupes ont apporté : « *On se comprend mieux dans la famille. Et je peux aider mon mari quand il faut rembourser un prêt* ». Rosalie, elle, voit plus loin : « *J'aimerais que d'autres villages en bénéficient. La pauvreté, ça se propage vite. L'épargne, aussi* ». ■



EULALIE ROBYEI



ROSALIE ROIMTA



ACCOMPAGNER LES PRODUCTEURS AU-DELÀ DE LA PLANTATION

À Atsavé, dans la région des Plateaux au Togo, un champ de cacao planté en 2013 raconte déjà une histoire. En s'y approchant, une évidence saute aux yeux : ici, le cacao pousse sous les arbres, dans un système agroforestier où l'ombre, la pluie et le sol travaillent ensemble. Les cacaoyers sont bien là, productifs. L'objectif de départ, produire autrement, sans détruire la forêt, a pris racine.

L'IMPORTANCE DU SUIVI DES PROJETS

Mais en marchant entre les rangées, une autre réalité apparaît aussi. Certaines zones demandent encore de l'attention : du désherbage à reprendre, des arbres à remplacer, des techniques à consolider. Le

champ vit, et avec lui les besoins d'accompagnement. « *Avant, on ne comprenait pas pourquoi il fallait laisser des arbres dans le champ* », explique le propriétaire. « *Aujourd'hui, on voit que ça protège la terre et que le cacao pousse mieux* ».

ÉLARGIR LA VISION

Autour de lui, le projet mené avec les organisations va bien au-delà de la plantation. Les producteurs sont regroupés en coopératives locales pour mieux vendre leur cacao, négocier les prix et stocker les récoltes dans des magasins communautaires. Des relais techniques formés sur le terrain accompagnent les familles, champ après champ, pour suivre les plantations et corriger les pratiques.

DES OBJECTIFS AMBITIEUX

Mais de nouveaux défis s'imposent. Depuis 2026, la réglementation sur la déforestation de l'Union Européenne, principal acheteur de cacao et de café au Togo, exige des preuves précises sur l'origine des produits. Chaque parcelle doit pouvoir être tracée. Pour les producteurs, ce changement demande un effort supplémentaire considérable : il ne s'agit plus seulement de produire, mais aussi de prouver comment et où l'on produit. C'est dans ce contexte que l'accompagnement par les équipes de Morija évolue vers une certification équitable et durable Fairtrade. L'enjeu n'est pas seulement commercial. Il s'agit aussi

de sécuriser les revenus des familles, avec de meilleurs prix et parfois des avances sur récolte, mais aussi de mieux comprendre les exigences du marché.

PRÉPARER L'AVENIR

Parmi les sujets abordés, certains suscitent des discussions plus sensibles, comme la question du travail des enfants. Dans les champs familiaux, les enfants participent souvent aux activités agricoles. Le projet accompagne alors les producteurs pour distinguer l'aide familiale ponctuelle de pratiques qui peuvent nuire à la scolarité ou à la santé des enfants. Ces échanges ne sont pas toujours simples. Ils se font toutefois sur le terrain, au contact direct des familles, avec les coopératives et les équipes techniques locales. « *On apprend en travaillant ensemble* », résume un producteur. « *Ce n'est pas seulement pour produire, c'est pour comprendre comment mieux faire pour demain* ».

Au fil des saisons, l'agroforesterie devient ainsi plus qu'une technique : un système en construction, où production, organisation collective et nouvelles exigences du marché avancent ensemble, parfois avec difficulté, mais avec une même idée de fond : **permettre aux familles de rester sur leurs terres, tout en préparant l'avenir.** ■



DES JARDINS QUI GRANDISSENT AVEC LES FAMILLES

Au nord du Togo, dans le canton de Défalé, les jardins de case soutenus en 2025 par le Fonds Artisans de la Solidarité ne sont plus seulement une expérience pilote. En un an, le projet porté par l'association locale APECA commence à s'ancrer dans le quotidien de nouvelles familles et à évoluer à partir de ce que les premiers bénéficiaires ont appris sur le terrain.

En 2025, cinq ménages avaient été accompagnés pour créer leur premier jardin autour de la maison. L'idée était simple : rapprocher la production alimentaire du lieu de vie, avec des cultures adaptées comme le moringa et le baobab. Très vite, ces espaces ont pris forme, avec des haies, des zones de pépinière et un apprentissage progressif des techniques de compost et d'amendement des sols.

DES PROGRÈS VISIBLES

Lors d'une visite de suivi en juin 2026, un premier constat s'impose : les jardins ont déjà changé. Chez une des premières bénéficiaires, Kossywa, les moringas atteignent désormais 1,5 à 2 mètres de hauteur. Ils ne nécessitent plus de protection contre les animaux. La clôture a donc été réduite et recentrée sur les plantations encore fragiles, notamment les jeunes baobabs et la pépinière familiale. Dans cet es-



pace, elle a ajouté une culture de piment, non prévue au départ, mais devenue essentielle pour les repas du ménage. « *Au marché, ça coûte cher* », explique-t-elle. Le produire soi-même permet d'éviter une dépense régulière. « *Ce jardin est une bénédiction pour moi et ma famille* », se réjouit-elle.

UN PROJET QUI SE REPRODUIT

Autre évolution : les femmes formées l'an dernier transmettent déjà leurs connaissances à d'autres femmes du village. Lors des sessions sur le compost et les bio-intrants, certaines participantes sont venues en observatrices avant de reproduire ensuite les gestes chez elles. Cette circulation des savoirs, spontanée, renforce l'impact du projet au-delà des bénéficiaires directs.

Face à ces premiers résultats, le programme s'élargit en 2026. Quinze familles supplémentaires ont rejoint l'initiative. Les cultures évoluent aussi : au moringa et au baobab s'ajoutent désormais le gombo et le

piment. Le kapokier, aussi appelé « bois coton », est également introduit, à la fois pour son rôle de délimitation des parcelles et pour la production de fibres utiles.

Les jardins suscitent également un intérêt croissant. Les demandes d'accompagnement augmentent, tout comme l'implication des autori-

tés locales. De plus, trois nouveaux groupes d'épargne communautaire seront associés au projet, avec une formation par les équipes de Morija prévue en octobre, afin de renforcer la gestion collective et la solidarité entre ménages.

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

Au-delà des plantations, c'est une dynamique qui s'installe : celle d'une agriculture qui s'adapte, s'ajuste et se transmet. Les jardins de case ne suivent plus seulement un modèle initial. Ils se transforment au rythme des besoins des familles, des prix du marché et des apprentissages accumulés.

« *Ce projet montre aussi l'intérêt pour nous du fonds « Artisans de la solidarité* », se réjouit Benjamin Gasse, directeur de Morija. « *En soutenant avec une somme modeste des projets innovants, nous pouvons découvrir de nouveaux partenariats qui, peut-être, se développeront à l'avenir !* » ■



APPRENDRE À LIRE, ENTREPRENDRE ET SE RELEVER



Au nord du Bénin, dans l'arrondissement de Tchatchou, un groupe de femmes et de jeunes filles peulhs s'est engagé depuis quelques mois dans une démarche nouvelle : apprendre à lire, écrire et compter, tout en découvrant les bases de l'entrepreneuriat. Le projet d'Alphabétisation et d'Entrepreneuriat des Femmes et Filles Peulhs, porté par l'ONG locale Vie Adorable, a démarré en novembre 2025.

Elles sont 50 bénéficiaires, réparties en petits groupes d'apprentissage. Pour beaucoup, l'école a été interrompue très tôt, parfois jamais commencée. Aujourd'hui, elles se retrouvent régulièrement dans leur communauté pour tracer les lettres, reconnaître les chiffres et progresser pas à pas. « Avant ce projet, c'était difficile pour moi de m'exprimer en groupe, de lire et même d'écrire », confie Adama, 50 ans. « Maintenant avec le cours d'alphabétisation, j'ai beaucoup appris ».

Les progrès sont déjà visibles. Selon les évaluations du projet, les taux de réussite en lecture et en écriture ont fortement augmenté en quelques mois, passant de niveaux très faibles à une maîtrise de base pour la majorité des participantes. Certaines parviennent désormais à écrire leur nom ou à effectuer de petits calculs liés à leurs activités quotidiennes.

Au-delà de l'alphabétisation, les femmes découvrent aussi l'entrepreneuriat. Les cours abordent des notions simples : gestion, idée d'activité, vente, organisation. Une manière d'ouvrir d'autres perspectives, au-delà des tâches du quotidien. « Dans mon travail, j'avais des difficultés pour mesurer les pagnes que je tisse », raconte Bougnon, 33 ans, tisserande. « Aujourd'hui, j'arrive à lire, écrire et calculer l'argent ». Pour d'autres, l'enjeu est aussi personnel et social.

Déborah, jeune coiffeuse de 18 ans, explique simplement : « Je ne pouvais pas lire ma Bible ni écrire. Maintenant, j'y arrive ».

Le projet a également structuré les participantes en groupes solidaires, favorisant l'entraide et la prise de responsabilité. Certaines d'entre elles ont été formées à l'animation et au leadership, afin de soutenir la dynamique collective. Du côté des communautés, les retours sont encourageants : des maris et des familles observent des changements concrets dans la vie quotidienne, entre plus d'autonomie et une meilleure participation aux activités économiques.

À Tchatchou, ces apprentissages encore récents dessinent déjà un changement discret mais réel : celui de femmes qui reprennent peu à peu confiance dans leurs capacités et leur place dans la société. ■

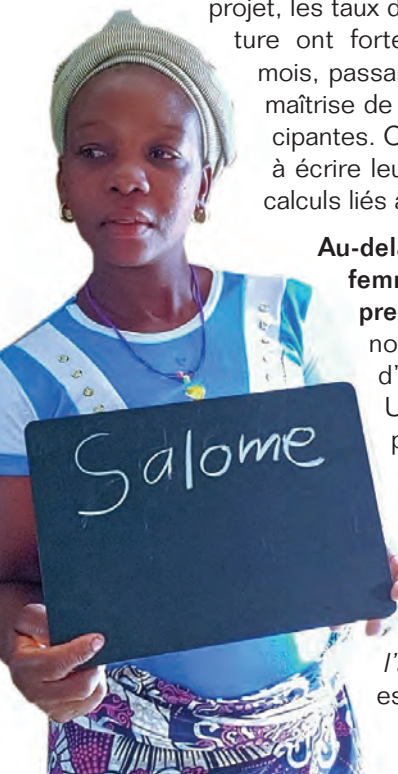


LE FONDS ARTISANS DE LA SOLIDARITÉ

Lancé par Morija, ce fonds soutient de petits projets locaux dans les domaines de la nutrition, de l'eau, de la santé, de l'éducation ou du développement rural.

Avec un appui allant jusqu'à CHF 5'000.- (5'500 €), il encourage des initiatives innovantes, ancrées dans leur territoire, à fort impact social.

Une manière concrète de faire grandir l'autonomie et la solidarité là où les besoins sont criants et les moyens limités.





AVEC **CHF 27.- | 29 €**

VOUS CONTRIBUEZ À LA
CRÉATION D'UN GROUPE
D'ÉPARGNE ET DE MICRO-
CRÉDIT DESTINÉ AUX
FEMMES DE COMMUNAUTÉS
RURALES, LEUR DONNANT
LES MOYENS D'ACCÉDER À
L'AUTONOMIE FINANCIÈRE.

Votre don fait une différence !

